

Mercredi, 18 janvier 2023

RHIN SUPÉRIEUR

La France se plie en trois pour le Rhin supérieur

Fait rare dans les présidences tournantes des structures de coopération transfrontalière, l'Etat français assure simultanément cette année celles de la Conférence du Rhin supérieur, du Conseil rhénan et de la Région métropolitaine trinationale.



De gauche à droite : Brigitte Torloting (Conseil rhénan), Josiane Chevalier (Conférence du Rhin supérieur) et Frédéric Bierry (Région métropolitaine trinationale). © Mathieu Noyer

Résultant d'un pur hasard de calendriers, l'alignement des planètes qui place la France à la présidence simultanée de la Conférence du Rhin supérieur, du Conseil rhénan et de la Région métropolitaine trinationale pourrait permettre

d'avancer sur des projets opérationnels, en respectant la règle de co-conception avec les voisins allemands et suisses. Ainsi se peut résumer le message délivré conjointement ce mardi par la préfète de région Grand Est Josiane Chevalier à l'occasion de sa prise de fonction de présidente de la Conférence du Rhin supérieur rassemblant les délégations des Etats, par Brigitte Tortoling (conseil régional du Grand Est) au titre du Conseil rhénan surnommé le « parlement » des élus, et par Frédéric Bierry le président de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA), pour le compte de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur associant élus et représentants de la société civile (économie, recherche...).

Cette situation originale doit aboutir à faire entendre une « *voix commune française* », selon l'expression utilisée ce mardi 17 janvier. Ce que des divergences d'approche entre l'Etat et les collectivités, d'une part, entre collectivités elles-mêmes d'autre part, n'ont pas toujours rendu possible par le passé. La problématique n'est pas propre à la partie française, elle se rencontre aussi souvent entre le Bund et les Länder allemands. Mais désormais, elle fait partie du passé, a assuré le « *trio présidentiel* », visiblement soucieux de dépasser la question lancinante de la compétence de la coopération transfrontalière que revendiquent à la fois la Région et la nouvelle collectivité succédant aux départements alsaciens.

La partie française a pris le parti de tenir une réunion interne par mois pour confirmer et ajuster ses positions communes. Une telle concentration de présidences sur une rive du Rhin supérieure peut-elle, en outre, dériver vers une certaine hégémonie, qui verrait la France avancer ses sujets de prédilection sans se préoccuper d'éventuelles autres priorités des Allemands et des Suisses ? Pas davantage, à entendre les réponses de ce 17 janvier.



Frédéric Bierry, président de la Collectivité européenne d'Alsace. © Mathieu Noyer

« La définition des priorités résulte d'un vrai travail commun avec nos partenaires qui a débouché sur une validation politique à laquelle nous nous tenons. Il n'y a pas de problème », a commenté Frédéric Bierry, président de la CEA.



Brigitte Tortoling, vice-présidente du conseil régional du Grand Est.
© Dossmann - région Grand Est.

« Nous avançons unis de notre côté, avec le souci de la pluralité, car c'est de celle-ci que naissent les meilleures idées », a renchéri Brigitte Tortoling, vice-présidente de la région Grand Est pour la coopération transfrontalière.

Entretenir la flamme olympique

Ces idées sont organisées en quelques priorités. S'agissant de la Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur, sa « *feuille de route* » 2023 est organisée autour de trois chapitres : résilience face aux défis climatique et environnementaux, amélioration du cadre de vie économique et social, renforcement de la coopération sportive. Chacune de ces priorités est assortie de deux à cinq objectifs concrets et mesurables : état des lieux des opportunités et risques liés aux énergies renouvelables, montage d'une formation continue dans le transport, organisation d'un événement festif avec le Conseil rhénan pour les JO 2024 qui pourrait constituer en un point de passage transfrontalier de la flamme olympique...



Josiane Chevalier, préfète de région Grand Est.
© Préfecture du Grand Est

« Nous travaillerons en mode projet consistant à concentrer des compétences sur un sujet et un temps donnés, en évitant cette verticalité qui empêche le trans-frontalier d'être lisible aux citoyens. Nos équipes techniques de part et d'autre du Rhin se connaissent suffisamment bien, en particulier depuis la crise sanitaire, pour y parvenir », estime Josiane Chevalier, préfète de région Grand Est.

Qualité de l'eau et de l'air



Réunion de la démarche expérimentale de planification transfrontalière MoRo. © Adeus

D'autres thématiques doivent émerger cette année de la combinaison de propositions des trois présidences. « *Nous pourrions réunir des assises rhénanes de l'eau notamment sur la question de la lutte contre les inondations, ou encore réaliser une analyse de la qualité de l'air du Rhin supérieure qui prendrait en compte l'impact des rejets carbone du charbon que l'Allemagne a réactivé* », propose Frédéric Bierry.

Autres sujets récurrents appelés à figurer au programme de l'année : la santé, en particulier sous l'angle du déplacement des personnels vers la Suisse et ses salaires attrayants, ainsi que le bilinguisme étendu à la diffusion du français dans le Bade-Wurtemberg. Ou encore, Brigitte Tortoliing a appelé de ses vœux la prolongation de l'expérience de planification transfrontalière MoRo (Modell Vorhaben für Raumordnung) qui s'est conclue en décembre dernier.